

# LES ALGÉRIENS DE FRANCE SE FERONT ENTENDRE AUSSI LE 12 FÉVRIER

## Ils se donnent rendez-vous à la place de la République

*Les revendications sont identiques : elles rejoignent, point par point, celles exprimées dans le pays par la Coordination nationale pour le changement et la démocratie. Qui, ici en France, a la paternité de ces initiatives ? Peu importe, et ce genre de questionnement n'est pas l'essentiel, même si des divergences sont apparues et ont conduit à deux appels. Mais, l'un comme l'autre de ces deux appels*

### Premier rassemblement : Coordination nationale pour le changement et la démocratie en Algérie.

- Coordination France -
- Le 12 février 2011, les Algériennes et les Algériens manifesteront à Alger à l'appel de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie en Algérie (CNCD), pour exiger :
  - le changement et la démocratie ;
  - la levée de l'état d'urgence ;
  - la libération des détenus des émeutes ;
  - une Algérie démocratique et sociale ;
  - l'ouverture des champs politique et médiatique ;
  - le travail et la justice sociale.

La CNCD – Coordination France -appelle la communauté algérienne établie en France à

*repré- prend les mêmes mots d'ordre, appelle au rassemblement de ses militants ou sympathisants dans le même lieu – place de la République le 12 février – et fait entendre le même socle de mots d'ordre. Le premier appel- le cependant au rassemblement comme dans le pays, à 11h. Quant au second, il se fera à 14h. La dynamique est sans aucun doute enclenchée et met en branle, pour la première*

- CEBP (Collectif des ensei- gnants du berbère de Paris).

### Deuxième rassemblement : Collectif d'Algériens en soutien à la lutte en Algérie pour le changement et la démocratie

Nous, citoyennes, citoyens, associations, avons créé en France un collectif d'Algériens en soutien à la lutte en Algérie pour le changement et la démocratie. Notre collectif exprime son soutien à la marche nationale pacifique à laquelle a appelé la Coordination nationale pour le changement et la démocratie qui s'est constituée à Alger le 21 janvier 2011. Cette marche nationale paci- fique doit avoir lieu le 12 février à

*fois, un nombre impressionnant de partis ou associations qui ne se sont encore jamais mobilisés ensemble, comme il met en branle un nombre impressionnant d'associations de jeunes qui se sont, pour la première fois, orga- nisés afin d'arracher enfin la parole et se faire entendre.*

### De notre bureau de Paris, Khedidja Baba-Ahmed

pour l'égalité devant la loi (Apel), Collectif des familles de dispa- ru(e)s en Algérie (CFDA), Initiatives de femmes pour la citoyenneté et les droits univer- sels (WICUR), Mouvement pour les droits et libertés, Pluri-elles Algérie...

Membres individuels du col- lectif : Sont solidaires de cet appel, les organisations sui- vantes :

Association des Marocains en France (AMF), Association des travailleurs maghrébins en France (ATMF), Association des Tunisiens en France (ATF), Comité pour le respect des liber- tés et des droits de l'homme en Tunisie (CRLDHT), Fédération des Tunisiens citoyens des deux rives (FTCR), Manifeste des libertés.

# Appel pour le 24 février

L'appel que nous lançons s'adresse aux hommes et femmes de progrès de notre pays, pour qu'ils agissent ensemble unis à la base, en vue de provoquer un profond chan- gement en faveur du progrès social et de la démocratie, pour sauver l'Algérie des dangers mortels qui la menacent.

«Il ne s'agit pas d'une pétition adressée à une quelconque autorité ou d'une simple déclaration pour remplacer un homme par un autre homme, ou un gouvernement par un autre gouvernement pour qu'ils puis- sent poursuivre le même massacre du pays et du peuple dans la voie néolibérale.

«Les signataires de l'appel, qui feront connaître et signer le texte par d'autres citoyens, détermineront les formes d'action les plus appropriées, qui sont à leur portée et adaptées à la réalité du terrain où ils travaillent et vivent. L'initiative est entre leurs mains.

«La date symbole du 24 février, souveraineté sur nos richesses natu- relles, sera une occasion pour faire le point sur les multiples initiatives sur le terrain, un échange d'expé- rience et un nouveau départ pour d'autres actions prometteuses.»

Adressez vos signatures pour l'appel du 24 février à l'adresse élec- tronique suivante : moubadaratfe- brayer@hotmail.fr

- Appel aux hommes et femmes de progrès
- Agir ensemble unis à la base
- Pour un profond changement
- Pour le progrès social et la démocratie

La date du 24 février, date sym- bole, date anniversaire de la nationa- lisation des hydrocarbures, est là pour nous rappeler, après la tentative avortée de dénationalisation, que les conquêtes de libération nationale, économiques, sociales, démocra- tiques sont constamment menacées et doivent être protégées pour ne pas devenir la propriété des multina- tionales et celle d'une caste, mais être celle du peuple et des généra- tions futures.

Il est urgent aujourd'hui d'unir, dans l'action concrète à la base, tous les hommes et femmes de progrès et l'ensemble des forces progressistes de notre pays, en vue d'imposer un profond changement, pour le progrès social et la démocratie.

### L'avenir nous appartient ! C'est à nous de le bâtir sur le terrain des luttes ! L'Etat des urgences est là !

Le nombre et les priorités devront s'adapter aux luttes et à la situation concrète sur le terrain. Il est d'abord urgent d'agir pour obtenir la libération immédiate des manifestants, les jeunes sortis dans la rue depuis des mois pour exprimer leur détresse et leur colère devant un pouvoir qui les ignore.

- Il est urgent de faire entendre nos voix, qu'on tente de dévoyer, dénaturer au profit des responsables de notre tragédie, les tenants de la bourgeoisie affairiste au sein du pou- voir et en dehors, tous deux respon- sables de l'impasse de misère socia- le et démocratique dans laquelle le pays est plongé depuis des décen- nies !

- Il est urgent de relancer l'indus- trialisation du pays, seule manière de créer massivement de l'emploi créa- teur de richesse et donner de l'espoir à notre jeunesse à qui il n'a été lais- sé que le suicide par le feu ou dans

la mer, jeunesse à qui on a dénié le droit de vivre et d'être libre dans son pays !

- Il est urgent de mettre fin à la «hogra» et aux dénis de justice quant à l'accès au travail, aux soins, au savoir, au logement, au libre exer- cice de nos droits constitutionnels ! Le peuple en a marre de la corrup- tion, des passe-droits, des injustices, du népotisme et du régionalisme, de la manipulation de la religion...

- Il est urgent de lutter pour proté- ger le pouvoir d'achat des masses laborieuses, des salariés et des retraités, de bloquer la montée dan- gereuse de l'inflation et de lutter contre la spéculation menée par ceux qui dominent le commerce, notamment des produits de première nécessité, que les richesses natio- nales, notamment les revenus des hydrocarbures, servent à nourrir, loger, éduquer, soigner et transporter les travailleurs algériens, premiers créateurs de ces richesses.

- Il est urgent de valoriser nos compétences nationales, nos pro- ducteurs, nos cadres, nos cher- cheurs en lieu et place des affairistes et autres spéculateurs et clans maf- fieux prédateurs des deniers publics.

- Il est urgent de bâtir les organi- sations syndicales autonomes démocratiques des travailleurs, au service de leurs adhérents, comme les associations des jeunes, des étu- diants et enseignants, des femmes,

des cadres... C'est ainsi que naîtront les cadres de regroupement volon- taire entre des organisations soli- daires entre elles et solidaires avec leurs membres victimes de mesures répressives !

- Il est urgent de mettre fin aux ségrégations multiples que subit la femme algérienne par les lois inéga- litaires du code de la famille !

- Il est urgent de faire barrage aux néo-colonialistes et impérialistes qui nous souhaitent une «démocratie» comme

ils l'ont appliquée à l'Irak, ou celle qu'ils ont soutenue en Tunisie, jus- qu'au départ de leur ultra-libéral et homme de main le potentat Ben Ali, en refusant les diktats et conseils du FMI, de la Banque mondiale, de l'UE, de l'Otan et de toutes les officines de l'impérialisme et du sionisme.

- Il est urgent de mettre fin à l'Etat de non-droit et dire non au détournement de l'état d'urgence de son objectif, la lutte contre les groupes terroristes, qui assassinent notre peuple !

En supprimant toutes les disposi- tions interdisant ou restreignant la liberté de pensée, d'expression, d'or- ganisation, la liberté de se rassem- bler et de manifester pacifiquement ! Etat d'urgence pour les criminels, pour les assassins de la République pas pour ses défenseurs : les forces démocratiques et laborieuses.

Alger, le 29/01/2011

### Les premiers signataires

Selkh Ismaïl, militant associatif ;  
Taïbi Mohamed, syndicaliste -Sougueur ;  
Badaoui Ahmed, syndicaliste - Alger ;  
Chouaki Yasmina, militante féministe - Alger ;  
Fateh Agrane, militant altermondialiste - Alger ;  
Oualdine Mohamed, syndicaliste - Sougueur ;  
Mohieddine Mohamed, syndicaliste - Tiaret ;  
Zendag Abdelkader, militant associatif - Tiaret ;  
Redouane Mimouni, journaliste - Alger Rép ;  
Chafik Ahmine, enseignant universitaire - Alger ;  
Kamel Badaoui, ingénieur statisticien - Paris ;  
Amina Abed, syndicaliste - Tiaret ;  
Boualem Nacer, commerçant - Alger ;  
Benzineb Nora, enseignante - Alger ;  
Mounia Benaghrab, étudiante - Alger ;  
Abed Mohamed, cadre militant asso. ;  
Boudjemaâ Karim, chômeur - Alger ;

Mokhtar Ouhadad, enseignant - Alger ;  
Mohamed Mezghiche, prof. univers. - Boumerdès ;  
Saïd Bouamama, sociologue - Lille ;  
Hariti Atika, professeur - Paris ;  
Ouadi Nadia, cadre militante assoc. - Constantine ;  
Chouali Boualem, syndicaliste indépendant - Béjaïa ;  
Sardi Mama, enseignante ;  
Bouchama Assia, citoyenne - Alger ;  
Chaouli Khaldoune, résident Montréal ;  
Baghdadi Si Mohamed, citoyen ;  
Hadja Boudiaf, citoyenne ;  
Abdelmadjid Kaouah, poète ;  
Amour Amel, étudiante - Paris ;  
Amour Mehdi, étudiant - Paris ;  
Amour Mohammed, médecin - Paris ;  
Réda Doumaz, artiste - Alger ;  
Boussad Ouadi, libraire - Alger ;  
Hamdaoui Djilali, retraité - Tamanrasset.

## Déclaration

Depuis quelques jours, un nouveau mouvement nous engageant se manifeste dans divers titres et sur le Net. Nous apportons la mise en garde suivante :

Nous avons été invités à signer une pétition en faveur des libertés ; ce que nous avons fait en toute bonne foi. Nous apprenons, après coup, que quatre signataires (Ali Brahimi, Tarik Mira, Hamid Ouazar et Yasmina Si Abderrahmane) se sont saisis de cette initiative pour s'ériger en porte-parole d'un mouve- ment structuré auquel nous aurions été associés.

Nous tenons à informer l'opinion publique que nous n'avons délégué personne pour parler en notre nom et que la pétition que nous avons signée ne peut et ne doit servir à aucun autre objectif que celui de revendiquer les libertés et dénoncer l'arbitraire politique.

- Achab Ramdane, universi- taire, éditeur.
- Azzi Abdelmadjid, syndica- liste, retraité.
- Bendjebbar Hizia, gérante entreprise.\*
- Boussad Ouadi, éditeur.
- Derridj Mourad, gestion- naire, ancien joueur de la JSK.
- Hamid Djernine, surveillant médical\*.
- Issad Mohand, uni- versitaire, professeur agrégé de droit, ancien président de la Commission de la réforme de la justice.

-Si Ouali Aït-Ahmed, ancien officier de l'ALN.

\* Des signataires ont décou- vert leur nom dans la pétition sans avoir été consultés.